



Projet de budget 2015 : Quels changements en matière de TVA ?

Suite au dépôt à la Chambre des Députés, le 15 octobre 2014, du projet de loi (n°6720) concernant le budget de l'Etat 2015, certaines clarifications, très attendues, ont été apportées concernant la réforme TVA.

Bien que ce texte ne soit pas définitif puisqu'à l'état de projet, il permet tout de même d'anticiper certains changements. Les nécessaires adaptations de l'entreprise – communication auprès de la clientèle, mise à jour des logiciels comptables – peuvent donc être initiées dès à présent.

La loi devrait en principe être adoptée le 18 décembre 2014 et entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

1. Augmentation des taux de TVA

L'aspect le plus médiatisé de la réforme concerne la hausse des taux :

- Le taux normal de 15%, applicable à la plupart des transactions, augmente à 17%,
- Le taux intermédiaire de 12% augmente à 14% : il concerne des biens / services aussi divers que les lessives, la garde et gestion de titres, les imprimés publicitaires, les livraisons de vins de 13° ou moins d'alcool, etc.
- Le taux réduit de 6% augmente à 8% : il concerne là encore une liste hétéroclite de biens et de services tels l'électricité, le gaz, les plantes, la coiffure, les retouches de vêtements, etc.

A première vue, le taux super-réduit de 3% reste donc inchangé. Celui-ci concerne une grande variété de biens et services de première nécessité : alimentation (humaine et animale), livres, chaussures et vêtements pour enfants, distribution d'eau, produits pharmaceutiques, hébergement hôtelier, transport de personnes, etc.

Nous verrons toutefois que des modifications indirectes ont été introduites pour le taux super-réduit de 3 % :

- concernant la TVA logement,
- et la consommation d'alcool sur place.



2. TVA logement

Jusqu'à présent, pour bénéficier du taux super-réduit, il suffisait que l'occupant – propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit – affecte le logement à un usage de résidence principale, déclaration à la commune faisant foi.

Le projet de loi prévoit de limiter le bénéfice du taux de TVA super-réduit de 3% aux propriétaires occupant leur résidence principale, excluant le logement locatif et l'occupation à titre gratuit des situations permettant au propriétaire de bénéficier du taux super-réduit de 3%.

Le gouvernement, soucieux de ménager les projets en cours, a toutefois prévu une période de transition. Ce taux de 3% est octroyé suite à l'introduction d'une demande d'agrément. Or toutes les demandes d'agrément introduites avant le 1er janvier 2015, concernant des logements visant à constituer la résidence principale de tiers, bénéficieront du maintien du taux super-réduit de 3% jusqu'au 31 décembre 2016.

Le projet de loi justifie cette période de transition par le principe de confiance légitime. Une circulaire¹ du 24 octobre 2014 précise les modalités d'application de régime de transition, sous réserve d'adoption de la loi.

Concernant les logements en copropriété, d'un point de vue pratique, la demande d'agrément doit en principe être accompagnée d'un acte notarié comprenant la désignation cadastrale. Cette exigence risquant de bloquer les dépôts d'agréments, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines accepte par dérogation, jusqu'au 31 décembre 2014, de remplacer cet acte par :

- La copie du contrat « de réservation » / vente en l'état futur d'achèvement (celui-ci devant respecter les mentions légales de l'article 1601-13 du code civil concernant la désignation du bien, le prix et les conditions de remboursement de l'acompte).
- Un accusé de réception de la demande² adressée à l'Administration du Cadastre.

L'acte notarié avec désignation cadastrale devra toutefois être réalisé ultérieurement et correspondre à la désignation du contrat de réservation.

Enfin, il importe de souligner que seules les créations de logement (construction, transformation de bureaux en logements, etc.) sont visées par cette augmentation de taux. Les logements constituant la résidence principale de tiers continueront à bénéficier du taux super-réduit de 3% pour les travaux de rénovation.

¹ N°771

² Accusé de réception de la « demande de faire arrêter le tableau descriptif de division d'un immeuble collectif » émis par l'Administration du cadastre et de la topographie et sur lequel est repris le numéro d'affaire spécifique attribué à la demande visant une copropriété donnée.



3. Taux de TVA super-réduit et consommation d'alcool sur place

A compter du 1^{er} janvier 2015, l'addition du restaurant et du débit de boissons devrait désormais comporter deux taux de TVA :

- Un taux de TVA super réduit de 3% pour les aliments et boissons non alcoolisées consommés sur place
- Un taux de TVA de 17% pour les boissons alcoolisées consommées sur place.

A noter que tous les alcools consommés sur place seraient soumis à 17%, le taux de 14% n'étant pas applicable.

En effet, ce nouveau taux intermédiaire de 14% relatif aux « vins de raisins frais titrant 13° ou moins d'alcool » serait réservé à la vente directe (au supermarché, par un caviste, etc.).

4. Que faire pour les opérations de transition : faut-il appliquer un taux de 15% ou de 17% ?

En principe les nouveaux taux prendront effet au 1^{er} janvier 2015. Les factures émises à partir du 1^{er} janvier devraient donc faire apparaître les nouveaux taux. Qu'en est-il toutefois des opérations « à cheval » sur les deux années ?

La TVA est due au moment où le transfert de propriété du bien s'effectue (donc en principe à la livraison) ou au moment où la prestation de services est effectuée.

La date de commande est donc sans incidence, sauf versement d'un acompte : le taux de TVA est celui dû au moment de l'encaissement de l'acompte. Tous les acomptes encaissés jusqu'au 31 décembre 2014 inclus restent en principe soumis au taux actuel de 15%.

A noter que l'administration ne fixe aucune limite quant au montant des acomptes, qui peuvent couvrir la totalité du prix de vente du bien livré en 2015. C'est donc le bon sens et les risques de défaillance du cocontractant qui doivent déterminer le montant des acomptes versés.

Cette règle ne concerne toutefois pas les acomptes versés dans le cadre d'acquisition intra-communautaires de biens. C'est la totalité du prix de vente qui devra être soumise aux nouveaux taux si la livraison a lieu en 2015.



Exemple : un particulier commande une voiture neuve en 2014, livrable en 2015. Quelle que soit la provenance de la voiture neuve, la TVA luxembourgeoise est toujours applicable. En revanche :

- Une commande chez un garagiste luxembourgeois pourra faire l'objet d'une facture d'acompte (voire même d'une facture de la totalité du prix de vente) avec TVA à 15%, sous réserve que le prix TTC soit encaissé par le vendeur le 31 décembre 2014 au plus tard,
- Une commande chez un concessionnaire étranger (non immatriculé à la TVA luxembourgeoise) entraînera l'application du taux de TVA de 17% sur l'intégralité du prix de vente, peu importe le versement d'un acompte par le client en 2014.

5. Un crédit de TVA remboursé plus rapidement

Il s'agit d'une réforme passée le plus souvent sous silence. Pourtant, sachez que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines doit désormais, dans un délai de 4 à 6 mois suivant l'introduction d'une demande par lettre recommandée, accorder ou refuser le remboursement d'un crédit de TVA apparaissant sur le dernier extrait de compte de l'assujetti.

C'est-à-dire que ce remboursement pourrait être sollicité même en l'absence de bulletin d'information / de taxation d'office.

Si la pratique du remboursement existe déjà elle serait muée en droit de remboursement, soumis à une procédure formelle incluant délais et voies de recours.

Les remboursements TVA devraient s'en trouver facilités.

RAPPEL : Suite à la loi votée le 26 mai 2014, une autre réforme TVA, liée aux services de télécommunication, de radiodiffusion, de télévision et services fournis par voie électronique à des non assujettis, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, ces services seront soumis à la TVA de l'Etat Membre de domicile ou de résidence habituelle du consommateur. Afin d'éviter des immatriculations multiples dans l'Union Européenne, un système de guichet unique dit Mini One Stop Shop permettra aux opérateurs de s'immatriculer, déclarer et payer la TVA due au titre de ces services dans un seul Etat Membre (celui de son établissement, pour un assujetti européen), qui assurera le lien avec les autres Etats Membres de consommation.



FORMERLY *inter*FIDUCIAIRE



CONTACT

Delphine Deichtmann

+352 47 68 47- 443

Delphine.Deichtmann@ifgroup.lu

45, rue des Scillas

L-2529 Howald

IF Group ne peut être tenu responsable d'erreurs, d'omissions ou de toutes conséquences, obtenues à la suite de l'utilisation de ce document, qui est publié à titre informatif seulement.